

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre «World war as class war».

La traduction a été réalisée par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs) en mars 2012. Le texte a été féminisé.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

La guerre mondiale comme guerre de classe

En regardant à travers les brumes de sentimentalisme obligatoire qui ont enveloppé le 70^{ème} anniversaire du déclenchement de la seconde Guerre Mondiale, James Heartfield (un auteur marxiste anglais, son site internet peut être consulté ici : <http://www.heartfield.org/> - NDT) rappelle la subordination sans pitié des gens à la production dans tous les camps de cette crise et s'élève contre l'idée que la guerre ait fait pencher la balance en faveur de la classe ouvrière

La question du travail n'était pas une arrière-pensée dans la seconde Guerre Mondiale. C'était la plus grande des questions. Les vainqueurs dans la lutte nationale furent celles et ceux qui mobilisèrent le mieux leurs travailleurs/euses nationaux/ales et ainsi équipèrent le mieux leurs armées. L'impact net de la guerre sur la classe ouvrière fut que la plupart d'entre eux/elles travaillaient beaucoup plus, et qu'ils/elles étaient moins payés. Même dans la plus grande et la plus réussie des économies de temps de guerre, l'américaine, la part de la production destinée à la consommation personnelle tomba de 72 % en 1938 à 51 % en 1945.

Au même moment, le nombre de personnes au travail augmenta de 10 millions et les heures de travail augmentèrent d'un quart. L'ensemble de ce surcroît de production allait ailleurs : il servait à mener la guerre. Le pur gaspillage va au delà des rêves les plus fous. Mais le gaspillage n'heurtait pas tout le monde. Le monde des affaires, et particulièrement le monde des affaires américains, put renaître à travers l'effort de guerre. Comme le reste des capitalistes du globe, ils/elles avaient besoin de nouveaux marchés pour la grande quantité de marchandises qu'ils/elles fabriquaient. La guerre arrangea cela.

Destructrice comme elle était, la guerre posa les bases de l'industrie nouvelle. Les usines créées à Detroit et Dagenham, dans l'Oural et en Silésie durant la guerre posèrent les bases du boom d'après-guerre. « Une entreprise publique nazie comme Wolkswagen, ou une entreprise privée comme Daimler-Benz, établirent des usines et des équipements dans les années 30 (et au début des années 40) qui allaient former les bases pour la croissance d'après-guerre » dit Mark Mazower (1). Même en Russie soviétique 55% du revenu national fut consacré à la production de guerre qui sera la base de l'industrialisation ensuite (2).

Avant qu'un coup de feu puisse être tiré durant la seconde Guerre Mondiale, les balles et les fusils, les uniformes, les trains et les camions pour transporter les soldats, l'acier pour approvisionner les usines de munitions, le charbon pour fondre l'acier, le pétrole pour alimenter les moteurs, tout devait être produit, extrait et essayé par une autre armée, la force de travail industrielle.

Dans la décennie qui va de 1935 à 1945 les nations en guerre transformèrent leurs usines en engins de destruction. Entre 1933 et 1936, les dépenses américaines d'armement grimpèrent de 628 millions de

dollars à 1 161 milliard de dollars, en 1942 le gouvernement accorda 100 milliards de dollars de contrats militaires au patronat américain (3). La croissance de la production fut phénoménale. La production d'avions était plus de 20 fois plus importante en 1944 qu'en 1935. Pour obtenir ce surcroît d'industrie, les usines durent être placées sous discipline militaire – pas juste dans les pays fascistes, dans les pays démocratiques aussi.

La guerre changea l'équilibre entre le Travail et le Capital. La plupart pensent que cela déplaça l'équilibre en faveur du travail. La véritable leçon de la seconde Guerre Mondiale fut qu'elle écrasa les organisations indépendantes de la classe ouvrière. Dans les pays de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon NDT) elles furent démembrées avant d'être refondues comme syndicats d'entreprise par les pouvoirs occupants. Dans les pays Alliés, les syndicats perdirent leur indépendance et devinrent des sergents recruteurs pour l'effort de guerre.

Pour les travailleurs/euses, la conscription de temps de guerre fut une dure greffe sur les bas salaires. Le monde des affaires cependant fit fortune durant la guerre. Durant les 4 années de guerre, de 1942 à 1945, les 2 230 plus grandes firmes américaines enregistrèrent des gains de 14,4 milliards de dollars (après taxation), en hausse de 41% sur les 4 années précédentes (4). En Allemagne également « le plus haut niveau du taux d'exploitation qui ait été atteint par la force fut maintenu pendant 10 ans après la chute du fascisme » écrit Elmar Altvater, le « miracle économique Ouest-allemand » fut préprogrammé au cours du « Reich de mille ans » (5). La contrainte exercée sur la force de travail produisit plus d'argent pour le patronat.

En 1935, le régime nazi mit en place un système obligatoire de livrets de travail. Un exemplaire était détenu par l'employeur, un autre par l'office de l'emploi. Les travailleurs/euses avaient interdiction de quitter des secteurs clés déterminés, comme la production d'avions et de métaux (6). En 1938, le décret de Goering pour la sécurisation du travail dans les secteurs ayant une importance spéciale pour l'État aboutit à un enrégimentement efficace du travail. En un an, 1,9 million de travailleurs/euses reçurent des ordres de travail obligatoire (7). Le Japon adopta une Loi de Mobilisation Générale en 1938. Les civils japonais reçurent l'interdiction de quitter leur travail sans l'autorisation du bureau local de l'Agence Nationale de l'Emploi, dans le cadre de l'Ordonnance de Prévention du Turnover des Employés (1940) et ils/elles furent assujettis à un livret du travail en mars 1941 (8).

En janvier 1940, le Cabinet britannique souscrivit aux propositions d'Ernest Bevin de créer un Registre des Établissements Protégés. Les hommes jusqu'à l'âge de 46 ans devaient être enregistrés en 1941. La plupart acceptèrent une réaffectation après discussion à l'office de placement, mais un million de rappels à l'ordre avaient été envoyés en 1945, dont 80 000 à des femmes. Placés sous la coupe de l'Ordre sur les Tâches Essentielles, les travailleurs/euses avaient interdiction de quitter leur travail sans permission – 30 000 rappels à l'ordre furent effectués, couvrant 6 millions de travailleurs/euses. En 1943, 12 500 personnes furent condamnées pour avoir violé l'Ordre sur le Contrôle de l'Emploi. De cette manière Bevin accrut l'industrie de l'armement au point qu'elle consommait 37% de la force de travail – en augmentation de plus de 30% en un an (9). Ce sont ces gens qui suèrent pour faire de Vickers-Armstrong, ICI et de Hawker-Siddeley des firmes de poids mondial.

En Nouvelle-Zélande, sous le coup de la Loi d'Urgence sur le Service National de 1942, c'était un délit de quitter ou « d'être absent du travail sans une excuse raisonnable » dans les « industries essentielles » (10). Le gouvernement en Australie voulait diriger l'emploi mais n'osa pas infirmer les droits dans son État. En Amérique, le chef de la Commission de Guerre sur la Main d'œuvre, Paul McNutt, rédigea le projet de Loi sur la Conscription des Travailleurs/euses qui lui aurait permis de déplacer la main d'œuvre des usines d'aviation Nord-américaine au Texas, ainsi que d'autres industries de guerre (11). En cours de

route, le lobby du monde des affaires américain gagna le gouvernement à l'idée qu'ils pouvaient recruter directement la main d'œuvre. En fait les capitalistes embauchèrent 17 millions de nouveaux/elles travailleurs/euses entre 1940 et 1944 **(12)**. Mais comme en Australie, les autorités américaines continuèrent à intervenir pour les enrégimenter les usines – tandis qu'elles adoucissaient les employeurs avec des milliards de dollars de contrats militaires.

L'Union Soviétique pratiquait déjà le travail forcé. En 1941, elle perdit 33 millions de travailleurs/euses sur une force de travail totale de 85 millions, ainsi que les 2/3 de sa production de charbon, de fer et d'acier du fait de l'invasion allemande. Mais la méthode d'industrialisation forcée élaborée dans les années 30 fut reproduite et des travailleurs/euses furent envoyés à l'Est, pour construire de nouvelles usines dans l'Oural **(13)**.

En 1941, Roosevelt aida les profiteurs/euses de guerre en interdisant les grèves et en suspendant les protections légales du travail dans les industries d'armement **(14)**. En 1935, il avait établi une procédure d'arbitrage des conflits relevant du Comité National des Relations de Travail (National Labour Relations Board), qui interdisait les grèves sauvages. En Grande-Bretagne, l'ordonnance 1305 interdisait les grèves **(15)**. En Allemagne nazie une Loi sur l'Organisation Nationale du Travail imposait le « principe du Führer » dans « la communauté de l'atelier », avec les travailleurs/euses dans le rôle des « suiveurs/euses », tandis qu'une Cour d'Honneur traitait les conflits du travail **(16)**. En 1944, environ 87 000 allemands avaient été emprisonnés pour avoir enfreint les règles disciplinaires sur le lieu de travail, et en 1943, 5 336 d'entre eux/elles furent misés à mort **(17)**. Le modèle était l'Italie de Mussolini où les travailleurs/euses et les patronnés étaient misés dans les mêmes corporations. et où les grèves, les manifestations de protestations et même les critiques verbales contre le gouvernement étaient illégales **(18)**. La bataille entre le Travail et le Capital qui avait fait rage entre les 2 guerres était réglée quand les gouvernements de partout soutinrent fermement le camp de l'industrie.

Une fois qu'ils/elles avaient effectué leur temps de travail, les travailleurs/euses n'étaient pas exemptés d'heures supplémentaires pour l'effort de guerre. Avant le début de la guerre, le chômage était élevé et les gouvernements avaient expérimentés différentes sortes de « Service du Travail » pour garder les gens occupés. Le Corps de Conservation Civil (Civilian Conservation Corps, 1935) enleva un quart de million d'américainEs des registres du chômage et les mit au travail dans le nettoyage des forêts et la construction de barrages. En Allemagne, les nazis forcèrent tout le monde à effectuer un « Service du Travail » qui avait été mis en place pour celles et ceux qui n'avaient pas de travail. En temps de guerre ce genre de « volontariat obligatoire » devint la norme. Herbert Morrison transforma 6 millions de britanniques en pompiers, qui devaient remplir une astreinte d'une nuit par semaine **(19)**.

Sous la discipline de guerre, les heures passées à travailler pour le patron étaient augmentées. Roosevelt croisait les bras pour se débarrasser des paiements des heures supplémentaires des travailleurs/euses américainEs **(20)**. En France le temps de travail hebdomadaire moyen passa de 35 heures en 1940 à 46,2 heures en mars 1944 et des décrets augmentèrent la durée de travail dans les industries d'armement à 60 heures hebdomadaires **(21)**. En Nouvelle-Zélande les travailleurs/euses perdirent leurs droits concernant les heures supplémentaires et les vacances, et la durée du temps de travail hebdomadaire grimpa à 48 heures dans les fermes et à 54 heures dans les usines travaillant pour la Défense **(22)**. En Allemagne, les travailleurs/euses de la Défense passèrent à 70 heures de travail par semaine et un plafond fut fixé aux salaires en 1938 **(23)**. Les hommes britanniques travaillaient 47,7 heures par semaine en 1938, grimpant à 52,9 en 1943, mais dans une enquête de l'Inspection des Usines sur les fabriques de guerre, la semaine de 60 heures était la norme pour les hommes et les femmes **(24)**. Les autorités japonaises étendirent la journée de travail de 11 à 12 heures dans l'industrie lourde **(25)**. Le Reichsmusikführer Baldur von

Blodheim publia des règles sur la diffusion de musique jazz (dans les usines NDT) qui disaient que la « préférence doit être donnée aux compositions vives au détriment de celles plus lentes (le soi-disant Blues) ; toutefois le rythme ne doit pas excéder un certain degré d'allegro proportionné au sens aryen de la discipline et de la modération » (26). Un des signes que les gens travaillaient plus dur est l'augmentation des accidents du travail. En Allemagne, de 1933 à 1940, les accidents et les maladies au travail passèrent de 929 000 cas à 2 253 000, les maladies professionnelles de 11 000 cas à 23 000 et les décès de 217 à 525 (dépassant la croissance de l'emploi qui passa de 13,5 à 20,8 millions) (27). Ainsi, également, aux USA, « les longues heures dans les usines industrielles construites à la hâte augmentent le taux d'accidents industriels » (28).

Soumettre les travailleurs/euses à des ordres quasi-militaires pouvait être réalisé du fait des sacrifices consentis par l'armée. Les civils savaient que s'ils franchissaient la ligne, il y avait des travaux plus durs qui les attendaient dans l'armée. L'armée américaine comprenait 11,4 millions d'hommes et de femmes à son apogée, l'allemande 9,5 millions, la japonaise 7,7 millions, la britannique 5 millions, l'italienne 3,8 millions et la soviétique 12,2 millions (29). Tout autant que de la pression morale, de l'interdiction des grèves, des heures accrues, du placement des gens, le monde des affaires tirait également profit du travail forcé dans la production civile. Le travail forcé le plus étendu était celui mis en œuvre par l'Allemagne en Europe occupée. 6 millions de personnes furent envoyés d'Hollande, de France, de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, d'Ukraine et de Russie comme esclaves dans les usines et les bureaux du III^{ème} Reich. Aux côtés des prisonniers de guerre alliés et des juifs/ves allemands, il y avait 7 128 000 travailleurs/euses forcés en 1944 (30). Les conditions de ces travailleurs/euses esclaves étaient terribles et, pour beaucoup, le début de la fin. Les japonais enrôlèrent des milliers de jeunes travailleurs/euses dans l'industrie grâce à la Loi de Mobilisation Générale. Les japonais s'emparèrent également de 700 000 coréens et de 40 000 chinois, beaucoup d'entre eux et elles pour travailler dans les mines (31).

Les Alliés utilisèrent également le travail forcé. 48 000 hommes âgés de 18 à 25 ans furent envoyés dans les mines britanniques entre 1943 et 1948. 21 000 garçons de 17 ans furent forcés de creuser. Ils furent appelés les « Bevin Boys » d'après le nom du ministre du travail Ernest Bevin. Un homme sur 10 appelé pour le service national dans l'armée était envoyé dans les mines – après que leur N° d'identité aient été « tirés du chapeau d'Ernest Bevin ». Plus d'un tiers firent appel de la décision et quelques uns furent emprisonnés pour refus d'obéissance (32). Les objecteurs de conscience, s'ils arrivaient à convaincre un bureau de leur sincérité, étaient ensuite forcés de travailler dans les mines ou dans les champs (le compositeur Michael Tippett fut emprisonné 3 mois pour avoir refusé). Les camps de travail forcé en Union Soviétique, les goulags, avaient 3,5 millions de détenus lors du déclenchement de la guerre, cependant ce nombre décrivit au fur et à mesure de celle-ci (33).

Comme les autorités nazies, les Alliés étaient plus brutaux avec les peuples assujettis. Le 1^{er} août 1942 la colonie britannique de Rhodésie (région du Sud de l'Afrique qui fut partagée après la décolonisation entre le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe NDT) adopta une loi du travail Indigène Obligatoire pour forcer le peuple Xhosa à travailler dans les fermes et comme manœuvres dans les grandes bases aériennes (34). Les chefs indigènes sélectionnaient les malheureuses victimes, et dans le cas contraire, le préfet affecté aux questions indigènes devait « chasser les indigènes dans les réserves jusqu'à ce que le nombre requis soit atteint » (35). Au Brésil (qui faisait partie des pays en guerre aux côtés des Alliés depuis 1942 NDT), 55 000 personnes furent enrôlés comme « soldats du caoutchouc » pour travailler en Amazonie selon un accord passé entre le président américain Roosevelt et le dictateur Getúlio Vargas pour pallier les pénuries américaines de caoutchouc – des centaines moururent de malaria (36).

Les prisonnierEs de guerre furent utiliséEs comme travailleurs/euses forcéEs par tout le monde, malgré la Convention de Genève. Les japonais utilisèrent les captifs britanniques et américains dans des travaux de manœuvres – de la manière la plus infâme à Tamarkan ; les allemands utilisèrent les prisonnierEs de guerre russes comme esclaves, des prisonniers de guerre italiens travaillèrent dans des fermes écossaises ; le soldat américain Kurt Vonnegut fut utilisé pour évacuer les cadavres des abris de la ville de Dresde détruite par un bombardement incendiaire, tandis que le partisan italien Primo Levi évita la chambre à gaz en travaillant comme assistant chimiste à Buna. Et après la guerre, les Alliés firent des allemands vaincus des esclaves. Les forces britanniques et américaines en donnèrent respectivement 55 000 et 800 000 aux français. La Grande-Bretagne prit 400 000 prisonniers allemands à la maison. L'Amérique en avait 600 000 au travail en Europe et en Amérique (37).

Une nouvelle division du travail

Le monde des affaires recruta toute une nouvelle force de travail durant la guerre. Les gens travaillant sur les tours, martelant les rivets, dirigeant le trafic, labourant les fermes n'étaient plus les mêmes qu'auparavant. À part les travailleurs qualifiés dans des métiers protégés, le cœur masculin de la classe ouvrière fut envoyé à la guerre. Les autres – femmes, minorités, jeunes gens, travailleurs/euses immigréEs – furent recrutéEs pour boucher les trous. Ces nouveaux/elles travailleurs/euses étaient plus facile à manier au début et travaillaient plus dur pour faire leurs preuves.

Roosevelt mit 10 millions d'hommes dans l'armée américaine et 6 millions de femmes supplémentaires dans la force de travail. En 1940, un quart des travailleurs/euses étaient des femmes, en 1945, elles étaient plus d'un tiers (un niveau qui ne fut pas de nouveau atteint avant 1960). Deux cinquièmes des travailleurs/euses dans l'industrie des cellules d'avions étaient des femmes, et le syndicat de l'automobile United Auto Workers avait 250 000 femmes dans ses rangs, le syndicat des électricienNEs en avait 300 000.

Entre 1942 et 1945, le nombre de noirEs américainEs au travail tripla. Leur nombre dans l'industrie augmenta d'une fois et demi jusqu'à 1 250 000 (dont 300 000 femmes). Le nombre de gens noirEs travaillant comme personnel civil (pour l'armée NDT) passa de 60 000 à 200 000. la grande migration des noirEs américainEs depuis le Sud rural vers les villes du Nord changea l'Amérique. 1 600 000 noirEs et blancHEs partirent vers le Nord – mais à l'époque les gens bougeaient partout. Entre 1940 et 1947 plus d'un cinquième de la population du pays, 25 millions de personnes, changèrent de comté et 4 millions et demi passèrent des fermes à la ville pour de bon (38).

La Grande-Bretagne fut le premier pays à introduire la conscription pour les femmes, et on leur donnait le choix de travailler pour la guerre à la place. Celles qui refusaient pouvaient recevoir une amende de 5 livres par jours ou être emprisonnées (39). 2 millions de femmes supplémentaires furent mises au travail durant la guerre, une augmentation de 40%. En 1941, le ministère du Travail fit en sorte que les quatre cinquièmes de toutes les femmes âgées de 14 à 49 ans soient au travail ou dans les services de l'armée. Parmi les épouses et les veuves, deux cinquièmes travaillaient, mais seulement 13% de celles avec des enfants en dessous de 14 ans (40). Plus de 300 000 femmes travaillaient dans les manufactures d'explosifs et dans l'industrie chimique, plus de la moitié de la force de travail féminine, un million et demi de femmes travaillaient dans les industries métallurgiques et la fabrication des moteurs, 100 000 dans les chemins de fer, des milliers d'autres dans les fermes comme membre de l'Armée Terrienne des Femmes (Women's Land Army) (41).

L'Allemagne ne mit pas beaucoup plus de femmes au travail, même lorsque le ministre de la production de guerre Albert Speer le demanda au Führer en 1942, mais en 1943 de nouvelles lois décidèrent du recensement de toutes les femmes de 17 à 45 ans. Ces lois vinrent trop tard pour faire une différence. À la place l'Allemagne compensa sa pénurie de main d'œuvre industrielle en faisant venir 6 millions de travailleurs/euses étrangerEs depuis l'Europe occupée (42). À partir de 1943, Speer changea la politique consistant à faire venir des travailleurs/euses de guerre en leur faisant fabriquer des biens pour l'effort de guerre allemand – mais en France, en Hollande, en Tchécoslovaquie et en Pologne. Cela avait l'avantage que les usines en France seraient probablement moins bombardées.

Le plan économique de Speer pour l'Europe était un épanouissement tardif du Grossdeutsche Reich qui nous montre un des autres moyens par lequel la classe ouvrière fut recomposée par la guerre. De même qu'une nouvelle division du travail dans les pays, la guerre créa également une nouvelle division internationale du travail. Cette division internationale du travail était moins marquée par le libre commerce que par la captation forcée. L'Allemagne ne se contentait pas d'essorer la force de travail des pays qu'elle occupait. Elle prenait le grain de la Grèce et de la Pologne, le pétrole de la Roumanie et du Caucase, les biens manufacturés de France, de Hollande et de Norvège. Le trafic à sens unique faisait de l'internationalisme fasciste, dont la figure norvégienne pro-nazie Vikdun Quisling rêvait, une rigolade. De cette manière le travail de millions de personnes au delà des frontières de l'Allemagne d'avant-guerre était mis au service de l'industrie allemande. Dans la sphère japonaise de « co-prospérité », 4 millions de coréenNEs et 10 millions de javanaisEs furent enrôléEs par les autorités japonaises pour travailler dans les plantations et environ 200 000 d'entre eux/elles furent envoyéEs travailler sur des projets spéciaux comme la route birmano-thaïlandaise. 365 000 autres coréenNEs furent contraintEs de seconder l'armée japonaise par leur travail civil ou militaire, tandis que 200 000 coréennes étaient contraintes à la prostitution comme « femmes de confort » (dans les bordels fixes ou ambulants de l'armée japonaise NDT) (43).

Les Alliés approfondirent également la division internationale du travail, tout d'abord par le programme de prêt-bail qui fit de l'Amérique « l'Arsenal de la Démocratie ». Le prêt-bail étendit le libre crédit à la Grande-Bretagne et à d'autres Alliés, sans trop s'inquiéter à propos des délais de remboursement. C'était une brillante manière de remettre l'industrie américaine au travail, juste après qu'elle ait glissé dans la récession. L'excédent de production américain, la plus haute cause de la guerre (on ne sait pas si l'auteur fait de l'excédent de production américain la cause première de l'entrée en guerre des USA, ce qui nous paraît défendable, ou s'il en fait la cause première du déclenchement de la seconde Guerre Mondiale, ce qui nous paraît alors incorrect - Note du CATS), allait être envoyé en Europe tandis qu'était renvoyé à plus tard le moment gênant où les marchandises allaient devoir être payées. C'est le début du système qui fit de Ford, Chrysler, Douglas, IBM et Pan Am des grandes entreprises mondiales après la guerre.

Austérité

Tandis que plus de gens travaillaient plus dur pendant plus longtemps, le monde des affaires et le gouvernement travaillaient ensemble pour abaisser leurs salaires – augmentant ainsi les profits opérés par l'industrie. Abaisser les salaires n'était pas facile car mettre autant de gens au travail aurait dû les faire augmenter. En fait, en terme monétaire, les salaires hebdomadaires augmentèrent bel et bien. Mais après une inspection plus serrée nous découvrons que les salaires horaires tendaient à baisser. Les gens travaillaient bien plus d'heures, donnant parfois leur temps gratuitement, perdant souvent le bénéfice de leurs heures supplémentaires. L'augmentation des salaires n'allait pas de pair avec l'augmentation de la production.

Par ailleurs, l'augmentation monétaire des salaires ne permettait pas d'acheter plus de biens de consommation. Les gouvernements intervenaient dans l'économie pour faire grossir les grandes firmes de l'industrie et de l'armement pas pour favoriser celles qui produisaient des biens de consommation. Les gens avaient plus d'argent mais moins d'occasions de le dépenser. Les hausses de prix engloutissaient une bonne partie des hausses de salaires et les bons du gouvernement pour financer la guerre absorbaient l'augmentation de l'épargne. En même temps qu'ils enrégimentaient les lieux de travail pour augmenter la productivité, les gouvernements enrégimentaient également la vie sociale, pour que les consommateurs/rices ne dépensent pas trop, ce qui est le mieux pour augmenter l'investissement dans l'industrie.

En Allemagne et en Italie, les gouvernements fascistes baissèrent les salaires de manière précoce – de plus d'un quart en Allemagne entre 1933 et 1935, de la moitié en Italie, entre 1927 et 1932 (44). Durant la première année du pouvoir nazi, les dépenses salariales de la firme Krupp A.G baissèrent de 2 millions de ReichMarks tandis que sa force de travail augmentait de 7 762 personnes, I.G. Farben avait un tiers de travailleurs/euses en plus mais juste 1,5% de dépenses salariales supplémentaires (45). Après cela les salaires augmentèrent en Allemagne jusqu'au déclenchement de la guerre, période à laquelle le niveau de vie fut de nouveau amputé (46). Même alors, alors que les salaires hebdomadaires grimpaient d'un quart entre 1932 et 1938, les taux horaires baissaient marginalement au cours de la même période (47). Il en fut de même en Grande-Bretagne entre 1938 et 1943, les gens avaient plus d'argent dans les poches « non pas parce que leurs taux horaires étaient relativement meilleurs, mais parce qu'ils/elles travaillaient plus longtemps » (48). Les américainEs, également, gagnaient leurs surplus de salaires en travaillant plus longtemps – en 1945 leurs heures de travail avaient augmenté d'un quart par rapport à 1938. Les salaires industriels japonais furent amputés d'un cinquième du fait des Ordonnances de Contrôle des Salaires de 1939 et 1940 (49). Les salaires italiens atteignirent un point d'équilibre sous les fascistes, ainsi en 1941, ils représentaient 113% de ce qu'ils avaient été en 1913 (50). À la fin de la guerre, sous les Alliés, la consommation représentait seulement les $\frac{3}{4}$ de ce qu'elle était en 1938, et le nombre de calories par ItalienNEs et par jour était tombé à 1 747 (51). Dans la France de Vichy comme dans la France occupée, les salaires réels baissèrent, le contrôle des salaires s'avérant bien plus efficace que le contrôle des prix (52).

En Amérique les bulletins de salaires plus importants n'équivalaient pas à plus d'achats de marchandises dans les magasins, le monde des affaires augmentant juste les prix pour récupérer l'argent. Autour des usines de munitions, il y avait pénurie de logements, les transports étaient bondés et les vitrines de magasins vides. Le Département du Travail trouva que la hausse nominale des salaires de 80% entre 1941 et 1945 correspondait seulement à une hausse réelle de 20% une fois l'inflation et les pénuries prises en compte. La revue *Fortune* rapporta depuis Pittsburgh que « les travailleurs/euses sont dans la situation de Tantale : les fruits appétissants de la prospérité au dessus de leurs têtes – reculant lorsqu'ils/elles essayent de les cueillir » (53). Quoiqu'ils/elles aient eu assez à manger, leurs vêtements et leurs biens ménagers étaient miteux du fait que les revenus réels stagnaient (54). En Grande-Bretagne aussi salaires plus élevés donnaient la chasse à des marchandises plus rares, entraînant une hausse de moitié des prix entre 1939 et 1941 (55). En Allemagne, le coût de la vie furent augmentés par une loi autorisant les cartels à fixer les prix en 1935, et en 1941 les dépenses domestiques avaient baissé d'un cinquième par rapport à leur niveau, déjà bas, de 1938 (56).

Les gouvernements s'emparèrent de l'argent non dépensé des travailleurs/euses pour financer l'effort de guerre – le remettant directement à l'industrie en paiement des contrats de guerre. En 1942, les américainEs furent incitéEs de manière musclée à consacrer un dixième de leurs salaires aux bons d'État pour la guerre, et en 1943 ils/elles furent taxéEs à la source pour la première fois, une taxe « pour la

victoire » de 5% étant prélevée sur leurs salaires (57). Les britanniques également subirent des pressions morales les incitant à confier leur argent à l'Épargne Nationale lors de la Semaine des Armes de Guerre (1941), de la Semaine des Navires de Guerre (1941 et 1942), la Semaine des Ailes pour la Victoire (2 en 1943) et la Semaine du Salut au Soldat (1944). Et comme leurs camarades américains, 7 millions de travailleurs/euses manuellEs goûtèrent pour la première fois à la Taxation sur les Revenus, lorsque les déductions Payez Quand vous Gagnez (Pay As You Earn) commencèrent (58). En Allemagne, où un Bon pour la Défense tomba à plat en 1938, le gouvernement cambriola les caisses d'épargnes (Sparkassen) où les gens mettaient leur excédent d'argent pour un montant de 8 milliards de ReichsMarks en 1940 et de 12,8 milliards en 1941 (59).

La plus grande amputation dans les revenus de la classe ouvrière se produisit à travers le rationnement. La nourriture et les vêtements furent rationnés en Allemagne dans les 2 premières semaines de la guerre (60). En Grande-Bretagne la viande, les œufs, le lait, le beurre et le sucre furent rationnés à partir de janvier 1940, la viande en boîte, le poisson et les légumes à partir de novembre 1941, suivis par les fruits secs et les grains en janvier 1942, les fruits et légumes en boîte le mois suivant, le lait condensé et les céréales pour le petit déjeuner en avril, le sirop en juillet, les biscuits et les flocons d'avoine à la fin de 1942 (61). Les rations allemandes avaient un niveau sain de 2 570 calories pour les civilEs en 1939, mais une réduction fut trouvée par des scientifiques pour amener une perte de graisse corporelle chez les travailleurs/euses dans les usines (62). C'est sous les Alliés que les travailleurs/euses allemandEs payèrent le pire prix : leurs rations furent baissées à 1 100 calories dans les zones américaine et britannique (63). La nourriture des ItalienNEs fut rationnée à partir de 1941. Au Japon la ration de riz de 0,736 pinte fut lentement frelatée avec de la balle de riz et l'allocation calorique standard baissa de 2 400 calories en 1941 à 1 800 en 1945 (64). La nourriture pour les travailleurs/euses fut maintenue à un bas niveau et ainsi on pouvait consacrer plus à la construction de l'industrie.

Les schémas de rationnement en Grande-Bretagne et en Allemagne étaient enviés par les administrateurs américains, comme Harry Hopkins, qui prévint les américainEs « Vous serez mobiliséEs ».

Citation :

« À travers l'épargne forcée et les taxes, nos dépenses seront limitées et des priorités bien plus étendues qu'à présent détermineront les sortes de nourriture, de vêtements, de logements et d'affaires que nous aurons et affecteront chaque détail de nos vies quotidiennes. Nous ne serons pas autoriséEs à monter dans un train, à passer un appel téléphonique longue distance ou à envoyer un télégramme sans preuve que cela soit nécessaire (65).

Pour baisser les standards de vie de la classe ouvrière, les autorités en Grande-Bretagne et en Allemagne ordonnaient sa vie en dehors de l'usine aussi bien qu'à l'intérieur. Les clubs allemands « La Force par la Joie » organisaient des visites de théâtres et d'exhibitions, des concerts, des groupes sportifs et de randonnées, des bals, des films et des cours d'éducation pour adultes. Le tourisme soutenu par « La Force par la Joie » était largement admiré, quoique les croisières aient été généralement plus accaparées par les professionnellEs plutôt que par les membres de la classe ouvrière. Ses actifs comportaient 2 paquebots transatlantiques et un concessionnaire automobile, bien que les livraisons par tranches pour la nouvelle voiture du peuple –Volkswagen – ne se matérialisèrent jamais (66).

En Grande-Bretagne, l'Association du Service national des Divertissements (Entertainments National Service Association) donnait des spectacles à l'heure du dîner pour les travailleurs/euses des usines. Des acteurs/rices ShakesparienNEs donnait des représentations dans des villages perdus (ce qu'ils/elles appelaient entre eux/elles « le travail missionnaire ») pour le compte du Conseil pour l'Encouragement de

la Musique et des Arts (CEMA). Bientôt chaque heure de la journée était planifiée, avec des exhibitions financées par le CEMA et réalisées par l'Association Internationale des Artistes, ou une autorité locale des bien méritées Vacances à la Maison (Holiday at Home). Comme les clubs « La Force par la Joie », les gens se souviennent avec plaisir de la camaraderie lors des concerts et lectures sur le lieu de travail. Malgré tout ces offres culturelles étaient organisées afin d'amoinrir les coûts du temps hors travail et pour garder les hommes et les femmes contentEs sur leurs bancs et à leurs bureaux – travaillant pour gagner la guerre et enrichir leurs employeurs.

La propagande mettait « les canons avant le beurre » -suivant les mots infâmes du ministre de la propagande hitlérien Joseph Goebbels, parodié par John Heartfield dans une affiche de 1935. En Italie le pompeux Mussolini avait raconté à la chambre des députés en 1934 qu' « approchait une période dans laquelle l'humanité trouverait son équilibre sur un niveau de vie plus bas » (67). La presse japonaise louait le nouveau « système salarial familial » de la Compagnie Aichi comme étant un « salaire orienté vers l'assurance des moyens d'existence de la famille » distinct du « salaire occidental, individualiste, égoïste basé sur la qualification » (68). Entre 1938 et 1944, la production de l'industrie allemande de biens de consommation tomba de 31% de la production totale à juste 22%. En Grande-Bretagne la production de bœuf et de veaux diminua d'un sixième, celle des œufs de moitié et celle de porc des deux tiers. Les travailleurs/euses soviétiques se virent privés de 60% des biens et services civils (69).

Les salaires des travailleurs/euses furent maintenus bas même quand les usines étaient pleines. Cela permettait qu'une plus grande part de la richesse nationale aille à la guerre et au monde des affaires.

Réaction ouvrière

Dans les 10 années allant de 1935 à 1945 la classe ouvrière de par le monde fut poussée, en plus grand nombre, avec force pour produire beaucoup plus. Ces changements n'auraient pas été possibles sans une modification dans les rapports entre les travailleurs/euses et les patronNEs – pas seulement sur une base d'usine à usine, mais sur une base d'ampleur nationale et mondiale. Ce changement fut mondial. Mais ses termes n'étaient pas les mêmes dans tous les pays. Les différences entre les termes nationaux de ce rapport entre Capital et Travail sont la clé des grandes différences entre les pays fascistes et les démocraties.

Le NSDAP en Allemagne, comme le Parti Fasciste de Mussolini étaient arrivés au pouvoir sur un programme d'écrasement du bolchevisme – ce qui était un nom code pour l'écrasement du mouvement ouvrier (ses activistes les plus militants étant communistes). En mars 1933, après que l'anarchiste hollandais Marinus van der Lubbe (qui était en fait plutôt communiste de conseil NDT) ait incendié le parlement allemand, 100 000 communistes, sociaux-démocrates et syndicalistes furent misES dans les nouveaux camps de concentration et 600 assassinéEs. Le 1^{er} mai 1933, les dirigeantEs des syndicats marchèrent derrière la swastika, espérant s'attirer les faveurs des naziEs. Le 2 mai les locaux syndicaux furent occupés par les chemises brunes, les bâtiments et les actifs furent saisis au nom d'un décret d'urgence (70). La classe ouvrière dut s'agenouiller devant le Fuhrer ou risquer d'être envoyée dans les camps, et ses propres syndicats furent brisés.

Le nazi Robert Ley dirigea un substitut, le Front du Travail, financé par une souscription sur le lieu de travail comme les syndicats qu'il remplaçait, qui était bien plus gros que la vieille faction syndicale des nazis, le NSBO. En fait le Front du Travail devint rapidement l'une des entités ayant le plus de poids dans l'État nazi, avec beaucoup d'antichambres où manoeuvrer. Les naziEs pensaient qu'ils/elles étaient différentEs des autres partis de droite parce qu'ils/elles entraînaient les travailleurs/euses allemandEs avec eux/elles, et pas seulement en les fouettant. Les masses soutenaient la guerre, surtout durant les premières

années de victoires et elles rejoignaient les grands rassemblements du régime. Mais il y avait un écart entre dirigeantes et dirigéEs qui, ironiquement, fit des États fascistes ceux qui étaient les moins efficaces lors de la mobilisation de temps de guerre (71).

Au Japon, il y avait des conflits sur les lieux de travail entre les 2 guerres, mais seuls 6,8% de la force de travail appartenait à un syndicat. Le mouvement Sanpo (contraction de Sangyo Hokokukai), qui réclamait le respect pour la contribution des travailleurs/euses industrielLEs à la nation, prit rapidement la place des syndicats, couvrant 70% de la force de travail, soit 5,5 millions de travailleurs/euses à son apogée en 1942. Initié par quelques dirigeantEs syndicaux/ales de droite et des intellectuelLEs, le Sanpo fut promu auprès des employeurs/euses tout d'abord par le département de la Police de la Préfecture d'Aichi, et ensuite un peu plus tard par le Ministère du Travail. Le Sanpo mit en place des comités sur les lieux de travail pour discuter des problèmes. Très rapidement le Sanpo devint une entité semi-officielle qui s'occupait principalement d'absentéisme, de productivité et d'efficacité. L'empressement des travailleurs/euses au début se transforma en méfiance (72).

En Grande-bretagne le rapport entre le Travail et le gouvernement était différent de celui existant en Allemagne. Au lieu de la simple coercition le gouvernement et les patronNEs avaient les dirigeantEs des syndicats de leur côté. Le soutien des officielLEs des syndicats à la guerre était fort. Le président du syndicats des mécanicienNEs (AEU), Jack Tanner – qui avait mené d'amères batailles contre les employeurs/euses durant la première Guerre Mondiale – était ravi :

Citation :

« C'est une guerre des mécanicienNEs [...] C'est une machine de guerre avec une vengeance. Que ce soit dans les défenses anti-aériennes ou dans les machines sur terre et mer, ou dans le ciel, c'est unEmécanicienNE qui se tient derrière elles toutes » (73).

Des sièges dans les Comités Mixtes de Production (Joint Production Committees, JPC) appâtaient les syndicalistes afin qu'ils/elles donnent tout pour l'effort de guerre. Ces dernierEs organisaient des plans pour augmenter la production et après que l'Allemagne ait envahi l'Union Soviétique en 1941, les communistes britanniques les soutinrent. Un accord entre l'AEU et la Fédération des Employeurs/euses de mécanicienNEs négocié par Ernest bevin en mars 1942 fonda les JPC via l'Ordonnance Royale sur les Usines, et ce même mois 180 JPC répondirent à une enquête de l'AEU. « Une fois que la conviction politique des travailleurs/euses aura été gagnée, ils/elles déploieront une initiative, un dynamisme et une énergie jamais vues dans le pays auparavant pour augmenter la production » déclarait Walter Swanson au Comité des déléguéEs d'Ateliers des Métiers Alliés de la Mécanique (Engineering Allied Trades Shop Stewards Committee) (74).

Avant l'attaque japonaise de Pearl Harbor (7 décembre 1941) le gouvernement de Roosevelt était en train de pencher vers l'usage de la force pour contrôler le Travail. Quand le syndicat United Auto Workers fit grève chez Allis-Chalmers (une usine de tracteurs NDT) au début de 1941, l'Office de Gestion de la Production (Office of Production Management, OPM) et le secrétaire à la Marine Frank Knox ordonnèrent aux hommes et femmes de retourner au travail, et la police dans des voitures blindées ouvrit le feu sur les piquets de grève. La grève du mois de juin à North American Aviation incita le Président Roosevelt à rouvrir l'usine par la force, utilisant 3 500 hommes des troupes fédérales pour réprimer ce cas d'urgence nationale (75). Les manœuvres despotiques du gouvernement furent pénibles à avaler pour la Confédération des Organisations Industrielles (Confederation/Congress of Industrial Organisations, CIO). Cependant ses membres étaient plus militantEs que celles et ceux de sa rival, basée sur le métier, la Fédération Américaine du Travail (American Federation of Labour, AFL), ses dirigeantEs avaient vraiment essayé de gagner de l'influence au sein de l'administration de Roosevelt durant le New Deal, en

soutenant le Comité National pour les Relations du Travail (National Labor Relations Board). Après Pearl Harbor, le CIO devint patriotique et offrit une promesse de « non grève ». Le dirigeant Philip Murray déclara à la convention du CIO 2 semaines après : « Je dis au gouvernement des États Unis d'Amérique, que la CIO nationale est ici avec son cœur, son esprit, son corps [...] préparée à faire tous les sacrifices nécessaires » (76).

La promesse de non grève fonctionna – au moins durant les 2 premières années de la guerre- et les grèves diminuèrent. Roosevelt utilisa la promesse de non grève pour faire disparaître les paiements des heures supplémentaires et du travail le week-end. En avril 1942 Roosevelt sermonna les dirigeantEs de la CIO et l'AFL lors d'un « cabinet de guerre » et leur demanda une stabilisation volontaire des salaires. Il demanda une rencontre entre les propriétaires de chantiers navals, les officiellEs du gouvernement et les représentants syndicaux au mois de mai, « le pourcentage complet de hausse des salaires qu'impliquent vos contrats, dont au titre de la loi vous êtes les garantEs, est irréconciliable avec la politique nationale de contrôle du coût de la vie » (77). Pour que le gel des salaires fonctionne auprès des dirigeantEs syndicaux/ales, si ce n'est auprès de leurs membres, Roosevelt introduisit une clause de « Maintien des Adhésions », empêchant les travailleurs/euses de changer de syndicats pour obtenir de meilleurs accords. Le Comité de la Production de Guerre (War Production Board) mit en place 1700 comités de production Travail- Direction sur incitation de la CIO qui comprenaient qu'ils/elles étaient « seulEs pour augmenter le moral et accroître la production » (78). Mais ces comités ne donnèrent jamais à la CIO le statut d'entreprise qu'obtinrent les syndicats britanniques, les employeurs/euses américainEs préservant jalousement leurs droits.

À la fois dans la France de Vichy et dans celle occupée, les syndicats nationaux furent abolis et les grèves interdites. Celles qui eurent lieu, comme celle des mineurs du Nord en mai 1941, furent violemment réprimées. À la place des syndicats, les travailleurs/euses françaisEs dans la partie vichyste furent invitéEs à s'asseoir au sein de Comités Sociaux aux côtés de l'encadrement et des employeurs/euses (79).

Là où ils/elles prirent fait et cause pour la guerre, les travailleurs/euses dans de nombreux pays sacrifièrent beaucoup pour la victoire. La loyauté ne vint pas d'un coup mais se construisit au cours de la guerre. Les travailleurs/euses, comme n'importe qui d'autre, applaudissaient quand leur camp gagnait et étaient en colère quand ils/elles étaient attaqués.

La « blitzkrieg », l'invasion motorisée de la vieille ennemie française électrisa beaucoup d'allemandEs. Ce fut une victoire qui leur coûta peu. Les britanniques, sceptiques à propos de la « drôle de guerre » entre 1939 et 1940, furent captivés par le drame de Dunkerque lorsque la Force Expéditionnaire Britannique fut sauvée par « une flotille de petits bateaux » - suivant les mots de J.B. Priestley à la radio. Le mythe que des volontaires civilEs aient sauvé l'armée n'était pas vrai – ces navires qui prirent part au sauvetage étaient réquisitionnés. Même le Ministère de l'Information comprit que la division entre l'armée et la population devait être brisé – dans les esprits si ce n'est dans les faits. Les américainEs, pas gagnés à la politique pro-britannique de Roosevelt, furent jetés dans l'action par l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Le vaste combat remua le patriotisme dans l'atelier. Depuis la Nouvelle-Orléans, le Bureau pour l'Information de Guerre reçut ce télégramme : « S'il vous plaît envoyez d'urgence des horribles photos d'américains morts pour promouvoir le troisième Prêt pour la Guerre (80).

Le moral allemand fut vraiment accru par les grands bombardements sur les villes et même par les pertes infligées par l'Armée Rouge – ce qui permettait aux naziEs de se poser comme défenseurs de la nation (81). Au grand désarroi de tout le monde, l'enquête de Roosevelt sur les bombardements stratégiques découvrit que les bombardements sur les villes industrielles tendaient à augmenter la production au delà de ce qu'elle était auparavant (82).

NOTES :

-
- 1. Mark Mazower, *Dark Continent: Europe's Twentieth Century*, London: Vintage, 2000, p. 130.
 - 2. Alec Nove, *An Economic History of the USSR*, London: Penguin, 1982, p. 279.
 - 3. Pour les dépenses d'armement 1933-6, Rajani Palme Dutt, *World Politics: 1918-1936*, London, Victor Gollencz, 1936, p. 15. Pour les contrats militaires en 1942, Thomas Fleming, *The New Dealers' War: FDR and the War Within World War II*, New York: Basic Books, 2002, p. 124. À eux 2, les Alliés et les pays de l'Axe construisirent 49,799 millions de canons, fusils et pistolets, 1,8816 million de tanks et 8,82 millions de navires entre 1942 et 1944. Adam Tooze, *Wages of Destruction: The Making and Breaking of the Nazi Economy*, London: Viking Adult, 2007, p. 641.
 - 4. Jacques R. Pauwels, *The Myth of the Good War: America in the Second World War*, Toronto: J. Lorimer, 2002, p. 71.
 - 5. Elmar Altvater, Jurgen Hoffman, Wolfgang Sholler et Will Semmler, 'On the Analysis of Imperialism in the Metropolitan Countries', *Bulletin of the Conference of Socialist Economists*, London: Printemps 1974, pp. 7 et 9.
 - 6. David Schoenbaum, *Hitler's Social Revolution: Class Status in Nazi Germany, 1933-1939*, London: Norton, 1997, p. 92.
 - 7. Tooze, op. cit., p. 261.
 - 8. Andrew Gordon, *The Evolution of Labor Relations in Japan: Heavy Industry, 1853-1955*, Cambridge, MA: Harvard University Press, 1988, pp. 258 et 268.
 - 9. Angus Calder, *The People's War: Britain, 1939-45*, London: Plimlico, 1992, pp. 272-3.
 - 10. W.B. Sutch, *Workers and the War Effort*, Wellington, NZ: New Zealand Co-operative Publishing Society, 1942, p 46-7.
 - 11. Fleming, op. cit., p. 248.
 - 12. Stephen Kotkin, 'World War Two and Labor: A Lost Cause?', *International Labor and Working-Class History*, No, 58, Cambridge: Cambridge University Press, 2000, p. 186.
 - 13. Alec Nove, op. cit., p. 272.
 - 14. Fleming, op. cit., p. 82.
 - 15. Calder, op. cit., pp. 133 et 456.
 - 16. Schoenbaum, op. cit., pp. 86-8
 - 17. Gabriel Kolko, *A Century of War: Politics, Conflicts, and Society Since 1914*, New York: The New Press, 1994, p. 242.
 - 18. Edward Tannenbaum, *Fascism in Italy: Society and Culture, 1922-1945*, London: Allen Lane, 1972, p. 120.
 - 19. Calder, op. cit., p. 392.
 - 20. Nelson Lichtenstein, *Labor's War at Home: The CIO in World War II*, Philidelphia, PA: Temple University Press, 2003, p. 96; Fleming, op. cit., p. 153.
 - 21. Pour les heures de travail standard, Robert Paxton, *Vichy France*, New York: Columbia University Press, 1982, p 376. Pour les hausses de production qui allaient équiper plus tard l'armée allemande, Alan Clinton, *Jean Moulin, 1899-1943: The French Resistance and the Republic*, New York: Palgrave, 2002, p. 73.
 - 22. Sutch, op. cit.
 - 23. Pour les heures de travail hebdomadaires, voir 'A Letter From Germany', *International Communist Correspondence*, Vol. III, No 1, Janvier 1937, p. 22. Pour le plafonnement des salaires, voir Schoenbaum, op. cit. p. 97.

-
- 24. Voir Calder, op. cit., p. 405 et John Costello, *Love, Sex and War: Changing Values, 1939-45*, London: Pan Books, 1986, p. 207.
 - 25. Gordon, op. cit., p. 314.
 - 26. Katherine Morley et Tim Nunn, 'The Arts and the Holocaust', East Renfrewshire Council, 2005, p. 110, <http://www.reelingwrithing.com/holocaust/download.htm>
 - 27. Robert Black, *Fascism in Germany: How Hitler Destroyed the World's Most Powerful Labor Movement*, London: Steyne, 1975, p. 989.
 - 28. Hugh Rockoff 'The United States: from ploughshares to swords' in Mark Harrison, ed., *The Economics of World War Two: Six Great Powers in International Comparison*, Cambridge: Cambridge University Press, 1998, p. 94
 - 29. Mark Harrison, 'The Economics of World War II: an overview' in Ibid., p. 14.
 - 30. Werner Abelshauser, 'Germany: guns, butter and economic miracles' in Ibid., p. 161.
 - 31. Kotkin, op. cit., 184.
 - 32. Calder, op. cit., p. 505.
 - 33. Kotkin, op. cit., p. 186.
 - 34. David Johnson, *World War Two and the Scramble for Labour in Colonial Zimbabwe, 1939-1948*, Harare, Zimbabwe: University of Zimbabwe, 2000, p 89.
 - 35. Ibid., 100.
 - 36. Larry Rohter, 'Of Rubber and Blood in Brazilian Amazon', *New York Times*, 23 novembre 2006, <http://www.nytimes.com/2006/11/23/world/americas/23brazil.html>
 - 37. James Bacque, *Crimes and Mercies: The Fate of German Civilians under Allied Occupation, 1944-50*, London: Little Brown, 1997, p. 61.
 - 38. Miller and Cornford, op. cit., pp. 2-3.
 - 39. Costello, op. cit., p. 211.
 - 40. Ibid., p. 197.
 - 41. Calder, op. cit., p. 386.
 - 42. Costello, op. cit., p. 215.
 - 43. Kotkin, op. cit., p. 184.
 - 44. Guerin, op. cit., p. 194-5.
 - 45. Black, op. cit., p. 989.
 - 46. Tim Mason, *Social Policy in the Third Reich: The Working Class and the 'National Community'*, 1818-1939, Oxford: Berg Publishing, 1993, p. 39.
 - 47. Schoenbaum, op. cit., p. 98.
 - 48. Calder, op. cit., p. 405.
 - 49. Gordon, op. cit., p. 285.
 - 50. Vera Zamagni, *The Economic History of Italy*, Oxford: Oxford University Press, 1997, p. 309.
 - 51. Vera Zamagni, 'How to Lose the War and Win the Peace', in Harrison, op. cit., pp. 179 et 191.
 - 52. Paxton, op. cit., p. 376.
 - 53. Lichtenstein, op. cit., p. 112-3.
 - 54. Rockoff, op. cit., p. 93.
 - 55. Calder, op. cit., p.275.
 - 56. Schoenbaum, op. cit., p. 126; Tooze, op. cit., p. 353.
 - 57. Lichtenstein, op. cit., p. 112.
 - 58. Calder, op. cit., p. 410-11
 - 59. Tooze, op. cit., p. 354.
 - 60. Ibid., p. 356.
 - 61. Calder, op. cit., p. 318.
 - 62. Tooze, op. cit., pp. 361 et 541.

-
- 63. Patricia Meehan, *A Strange Enemy People: Germany under the British, 1945-50*, London: Peter Owen, 2001, pp. 248 et 253.
 - 64. Akira Hara, in Mark Harrison, *The Economics of World War Two*, 255-6
 - 65. Tiré d'un article de *Fortune*, Décembre 1942, réédité comme Harry Hopkins, 'You Will Be Mobilized', *The Reader's Digest*, Février 1943.
 - 66. Schoenbaum, op. cit., pp. 105-7.
 - 67. Franz L. Neumann, *European Trade Unionism and Politics*, New York: League for Industrial Democracy, 1936, p. 42.
 - 68. Gordon, op cit., p. 256. En Grande-Bretagne Lord Beaverbrook fit pression sur les ménagères pour qu'elles donnent leurs casseroles en aluminium pour fabriquer des Spitfires (des avions de chasse NDT) – bien que les marchandEs de métaux aient protesté car il y avait à ce moment là une surabondance d'aluminium. Pour souligner ce fait, rappelons qu'il avait également fait retirer toutes les grilles en fer. Après la guerre toutes les grilles furent découvertes dans un hangar en Ulster, intactes. Personne ne sut si les casseroles furent jamais transformées en avion, même si on sait qu'elles ne servirent plus à faire de coûteux repas.

« Diminuer les biens ménagers changea l'équilibre de l'industrie. Les entreprises et les usines qui faisaient des produits pour la maison furent reconverties pour fabriquer des munitions, des armes, des uniformes, des tanks et des avions. En Amérique Walter Reuther du Syndicat des Travailleurs/euses de l'Automobile proposa un plan pour convertir les usines automobiles en usines de guerre. Bien que les dirigeantEs de l'industrie automobile aient souffert de se voir dire quoi faire par le leader socialiste, en 1943 environ 66% des toutes les machines d'avant-guerre avaient été reconverties dans la production d'avions » Lichtenstein, op. cit., p. 88.

-
- 69. Abelshauser, op. cit., p. 153; Calder, op. cit., p. 486; Kotkin, op. cit., p. 186.
 - 70. Richard Evans, *The Coming of the Third Reich*, London: Penguin, 2004, pp. 348 et 355-357
 - 71. Milward, A.J.P. Taylor
 - 72. Gordon, op. cit., p. 299; Tetsuji Okazaki, "'Voice" and "Exit" in Japanese Firms During the Second World War: Sanpo Revisited', *Economic History Review*, Vol. 59, No. 2, 2006.
 - 73. Discours présidentiel, Juillet 1940, in Nina Fishman, *The British Communist Party and the Trade Unions, 1933-1945*, Aldershot: Ashgate Publishing, 1995, p. 263.
 - 74. In Ibid., p. 298 – le discours fut écrit par le théoricien du P.C. Rajani Palme Dutt
 - 75. Art Preis, *Labor's Giant Step: The First Twenty Years of the CIO: 1936-55*, New York: Pathfinder Press, 1972, pp. 114-7.
 - 76. Ibid., p. 131.
 - 77. Ibid., p. 154.
 - 78. Lichtenstein, op. cit., p. 89.
 - 79. Paxton, op. cit., p. 376.
 - 80. Fleming, op. cit., p. 381.
 - 81. Timothy W. Mason, *Nazism, Fascism and the Working Class*, Cambridge: Cambridge University Press, p. 265.
 - 82. Fleming, op. cit., pp. 529-30.